



lundi 30 janvier 2017

Un ravalement de façade et ça repart ?

Valls, défait aux primaires socialistes, est obligé de ravalier son arrogance. La veste électorale d'un ex-Premier ministre qui a imposé tant de mauvais coups contre le monde du travail, à commencer par la loi El Khomri, est amplement méritée, et c'est probablement ce qu'ont voulu dire ceux qui se sont déplacés dimanche dernier pour le battre. Mais le PS, en choisissant Hamon comme candidat, va-t-il réussir à faire oublier que celui-ci a participé à ce gouvernement pendant deux ans ? Rien n'est moins sûr.

Du neuf avec du vieux

Hamon se présente, sans rire, comme le candidat du renouveau. Cela fait 30 ans qu'il fait sa carrière politique au PS. Il a tout accepté et défendu, y compris les 40 milliards d'euros annuels offerts sous différentes formes au patronat, sous prétexte de compétitivité. Hamon reproche à Hollande et Valls de ne pas avoir respecté leurs promesses électorales. Lui-même n'a pas tenu plus que les autres la promesse de 60 000 créations de postes dans l'Éducation nationale quand il était en charge de ce ministère. Croit-il qu'on va oublier tout cela avec un peu de poudre de perlimpinpin sur le « revenu universel » ?

Pour un revenu universel... mais à 5 000 euros mensuels pour tous !

D'ailleurs, qu'y a-t-il derrière cette proposition défendue par Hamon ? Une idée qui consisterait à allouer à chacun une somme fixe, indépendamment de ses autres revenus ou de tout critère social.

Cette idée est aussi défendue par certains à droite. Fillon a même commencé à l'appliquer à sa propre épouse, payée 5 000 euros à ne rien faire !

Reste que derrière cette proposition certains voient l'occasion d'en finir avec toutes les prestations sociales et de baisser les salaires.

Surtout, Hamon ne défend rien d'autre que la résignation face au chômage de masse. Les travailleurs n'ont pas besoin de l'aumône de l'État, ils ont besoin qu'on mette un coup d'arrêt aux licenciements et aux suppressions de postes, et qu'on partage le travail entre tous. Ce qui signifierait se mobiliser pour l'imposer au patronat. Hamon se prépare-t-il à un tel rapport de force ? Certainement pas.

Le groupe Vivarte vient d'annoncer un plan de 2 000 licenciements. Que propose Hamon aux

licenciés ? Toucher le maigre « revenu universel » de 750 euros... à la fin de son mandat, s'il est élu ?

L'organisation sociale capitaliste est bel est bien absurde : d'un côté, ceux qui ont un emploi doivent travailler de plus en plus longtemps ; de l'autre, des millions d'entre nous sont privés d'emplois et vivent avec leurs allocations. Il faut baisser le temps de travail sans perte de salaire jusqu'à résorption totale du chômage.

Non à la résignation

Hamon n'est pas le seul à prêcher la résignation aux travailleurs. Le Pen nous veut résignés à voir le patronat faire sa loi et occupés à nous diviser entre nous. Fillon et Macron nous veulent résignés à voir les quelques limitations légales à l'exploitation disparaître. Mélenchon veut nous voir rester sagement à notre place d'électeurs, en nous contentant de l'envoyer croiser le fer nationaliste à Bruxelles. Une politique déjà testée en Grèce par son ami Tsipras : aujourd'hui, c'est ce dernier qui met en place les plans d'austérité.

Seule l'extrême gauche révolutionnaire, représentée par Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, dit qu'il faut relever la tête. Ils défendent des mesures essentielles au monde du travail : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous sans diminution de salaire, augmentation du Smic à 1 700 euros net et de tous les salaires d'au moins 300 euros.

C'est ce que Philippe Poutou, candidat du Nouveau parti anticapitaliste, ouvrier de l'automobile chez Ford, défend lors de la campagne. Il ne s'amuse pas au jeu des promesses électorales et dit clairement que tout cela ne peut être obtenu que par un mouvement d'ensemble du monde du travail.

Dure de la feuille

En LDD et LDR, une lettre ouverte contre les changements de poste et pour des embauches avait été signée par 77 personnes. Suite à cette lettre ouverte, des collègues ont été convoqués par leurs chefs pour savoir pourquoi ils l'avaient signée. Quel émoi autour d'une simple feuille ! Peut-être parce que les arguments sur les « aléas de la production » ne convainquent personne, alors que tout le monde voit l'usine se vider. La direction continue à vouloir imposer sa polyvalence à outrance, il faudra continuer à lui dire ce qu'on en pense, jusqu'à ce qu'elle comprenne !

La polyvalence veut encore frapper

La direction annonce sans aucun scrupule qu'en cas d'absence de l'infirmière ou de l'assistante sociale, leur remplacement n'est pas envisagé. On demande aux salariés de faire passer leurs dossiers pour l'assistante sociale par la gestionnaire du personnel. Et en cas de fermeture de l'infirmerie, le chef peut bien mettre un petit pansement... et tenter de nous forcer à retourner à notre poste de travail !

Pas dupes de cette comédie

La semaine dernière, nous avons eu droit pour le « Challenge qualité » au directeur, au chef de secteur, au RG, au responsable qualité, au responsable communication et au RU, pour annoncer aux équipes sur le podium leur récompenses. Boire un jus d'orange et se voir offrir un mug, une mini enceinte bluetooth ou une lampe torche selon le palmarès de son équipe, s'entendre dire que la prochaine fois, on pourra peut être gravir une marche du podium avec encore plus d'efforts... Quel cinéma ! D'ailleurs quelques places nous ont été distribuées...

Passes-murailles à l'usine

Les 27, 28 et 29 janvier ont eu lieu les journées « Paris face cachée » qu'on nous a présentées en Quart d'Heure Com' avec un petit flyer de la Mairie de Paris. On y promet aux visiteurs des « moments uniques dans des endroits atypiques » et d'« infiltrer des lieux confidentiels » et de jouer les passes-murailles. C'est sans doute pour cela que PSA Saint-Ouen a ouvert les portes de l'usine vendredi et samedi dernier. On ne savait pas qu'on bossait dans un lieu atypique et confidentiel. Ont-ils pu visiter la comptabilité et ses secrets ?

Partage du travail entre tous.

PSA annonce 1 000 CDI recrutés sur trois ans dans les métiers en tension. Mais le DAEC 2017 prévoit aussi 2 000 suppressions d'emplois dans le groupe. Difficile de parler d'embauches dans ces conditions. À Saint-Ouen, 12 salariés ont reçu une lettre pour les informer qu'ils sont en métiers sensibles, manière de faire pression pour les pousser à partir. Nous sommes en

sous-effectifs : personne ne doit être poussé à partir, il faut au contraire des embauches.

Menaces de fermeture sur PSA La Garenne

Jeudi dernier les salariés de La Garenne apprenaient qu'ils allaient devoir tous bouger du site. Le projet dans les cartons : les 2 100 effectifs de La Garenne et les 1 700 de Grande Armée vont devoir migrer sur les sites de Poissy et Carrières. Connaissant les lieux, on voit mal comment. Mais on sait pourquoi : réduire les effectifs et les coûts.

La riche famille Peugeot se fiche bien des conditions de travail revues à la baisse, des postes supprimés, des temps de trajet doublés. Du haut de sa montagne suisse, tout paraît certainement moins compliqué. Une chose est certaine et PSA nous y pousse : pour faire notre place, il va falloir se serrer les coudes et contre-attaquer.

Palabres annuelles

Les négociations annuelles obligatoires ont commencé, sans qu'aucune annonce ne soit faite par la direction de PSA sur d'éventuelles augmentations de salaires. Elle a réalisé 1,2 milliard de bénéfices pour les 6 premiers mois de 2016. On devine que les bénéfices de l'année vont crever le plafond et il y a de quoi enrager. Des calculs font état de plus de 4000 euros perdus sur 4 ans en raison du blocage, ou quasi blocage de nos salaires. Avec le NCS1 et 2, c'est travailler plus pour gagner moins. Rien à attendre des NAO, tous ensemble nous pouvons exiger notre dû.

Arnaque aux primes

Avec les négociations annuelles sur les salaires, le montant des primes d'intéressement et de participation commence à se discuter même si pour le moment la direction ne veut lâcher aucune information. L'an dernier nous avons touché moins que ce qu'on nous avait fait miroiter. Ces primes ne comptent pas pour la retraite et ne remplacent pas une véritable augmentation des salaires. Et surtout, elles sont loin de compenser tout ce que PSA nous doit.

Mutuelle : on passe encore à la caisse ?

Une première réunion centrale a été organisée sur la mutuelle. Rien de bien précis pour le moment n'en a filtré, mais avec le plafonnement des remboursements de la part « mutuelle » décidé par le gouvernement, soi-disant pour lutte contre les dépassements d'honoraires, il est à craindre que nous ayons à mettre toujours plus de notre poche, soit par des déremboursements, soit par des augmentations des cotisations. Rappelons que PSA a rendu sa mutuelle obligatoire, alors que de nombreux salariés y étaient opposés, et qu'elle ne contribue qu'à hauteur de 50 % parce que la loi l'y oblige. Une seule logique : calculs mesquins et gros profits, même avec notre santé.